



## Arrêté CONC\_2024\_63

Le Président

**Georges CRISTIANI**

# ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

Aix-en-Provence, le 18 juillet 2024

**Arrêté portant ouverture par le Centre de gestion des Bouches-du-Rhône pour le compte des Centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur des concours externe et interne d'accès au grade de conseiller territorial socio-éducatif, session 2025.**

Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône,

- **VU le Code général de la fonction publique,**
- **VU la loi n°2016-483 du 20 avril 2016** relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 modifiée** de transformation de la fonction publique,
- **VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021** portant partie législative du code général de la fonction publique,
- **VU le décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié** relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés maladie des fonctionnaires,
- **VU le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 modifié** fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- **VU le décret n°2007-196 du 13 février 2007 modifié** relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction Publique,
- **VU le décret n°2013-489 du 10 juin 2013 modifié** portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs,
- **VU le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 modifié** relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale,
- **VU le décret n°2013-648 du 18 juillet 2013 modifié** fixant les règles d'organisation générale et les épreuves des concours pour le recrutement des conseillers territoriaux socio-éducatifs,
- **VU le décret n°2020-523 du 4 mai 2020** relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,
- **VU le décret n°2021-376 du 31 mars 2021** pris en application de l'article 36 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs Centres de gestion,

- **VU l'arrêté du 19 juin 2007** fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la Fonction Publique Territoriale,
- **VU le recensement des besoins** effectué auprès des collectivités territoriales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône organise au titre de l'année 2025 pour le compte des Centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les concours externe et interne d'accès au grade de conseiller territorial socio-éducatif.

**ARTICLE 2 :** Le nombre total de postes ouverts aux concours externe et interne de conseiller territorial socio-éducatif, session 2025 est de **32 postes** répartis comme suit :

Postes ouverts au concours externe	Postes ouverts au concours interne
5	27

**ARTICLE 3 :** La période d'inscription est fixée du **mardi 15 octobre 2024 au jeudi 28 novembre 2024 inclus**, découpée comme suit :

- Préinscription en ligne du **mardi 15 octobre 2024 au mercredi 20 novembre 2024, 23h59 dernier délai** (heure métropolitaine) :

Les dispositions du décret n°2021-376 du 31 mars 2021, susvisé, visant à limiter l'inscription d'un candidat à un même concours organisé simultanément par plusieurs Centres de gestion, quelles que soient les modalités d'accès, s'appliquent à cette session 2025.

Dans le cadre de ces nouvelles mesures, le GIP informatique des Centres de gestion a développé un portail national dénommé « concours-territorial » outil qui permet de garantir l'inscription unique des candidats auprès d'un seul Centre de gestion.

Une préinscription en ligne au concours de conseiller territorial socio-éducatif, session 2025, sera ouverte :

- sur le site Internet du Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône [www.cdg13.com](http://www.cdg13.com) ;
- ou par l'intermédiaire du portail national [www.concours-territorial.fr](http://www.concours-territorial.fr)

Les candidats devront saisir leurs données sur la plateforme [www.concours-territorial.fr](http://www.concours-territorial.fr) pour ensuite effectuer leur préinscription sur le site du Centre de gestion organisateur choisi selon les dates et heures mentionnées ci-dessus.

Les candidats doivent s'inscrire en priorité par voie électronique.

À défaut, les candidats pourront effectuer leur préinscription au CDG 13 via la borne mise à leur disposition, à l'accueil du bâtiment B pendant la période de préinscription (du lundi au jeudi de 8 h 30 – 12 h 30 / 13 h 30 – 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 – 12 h 30 / 13 h 30 – 16 h 30).

Aucun dossier de candidature au format papier ne pourra être retiré, ni envoyé aux candidats qui en feraient la demande.

Cette préinscription générera automatiquement un formulaire d'inscription au format PDF ainsi que la création d'un espace sécurisé du candidat.

- Validation de l'inscription du **mardi 15 octobre 2024 au jeudi 28 novembre 2024, 23h59 dernier délai** (heure métropolitaine) et dépôt des pièces justificatives :

**Les candidats devront impérativement signer le formulaire d'inscription dans la case indiquée et le déposer dans leur espace sécurisé puis valider leur inscription en cliquant sur le bouton prévu à cet effet au plus tard le jeudi 28 novembre 2024, 23h59 dernier délai – heure métropolitaine.**



En l'absence de validation de l'inscription dans les délais (soit au plus tard le jeudi 28 novembre 2024, 23h59 dernier délai – heure métropolitaine), la préinscription en ligne sera annulée.

Le candidat pourra, dans le même temps, déposer de manière dématérialisée les pièces justificatives requises.

**Il est recommandé au candidat de vérifier qu'il répond à toutes les conditions d'inscription au concours.**

Quel que soit le moyen par lequel le candidat s'est inscrit, lorsque la base de données dénommée « concours-territorial » identifie un candidat déjà inscrit à un concours pour l'accès à un même grade de l'un des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale organisé par plusieurs Centres de gestion et dont les épreuves ont lieu simultanément, l'inscription antérieure à sa nouvelle inscription est automatiquement supprimée. Seule la dernière inscription est prise en compte dans cette base de données.

Pour les inscriptions par voie électronique, la dernière inscription est celle saisie le plus tardivement par le candidat jusqu'à la date de clôture des inscriptions.

Le candidat et le Centre de gestion concernés reçoivent notification de la suppression ainsi effectuée des inscriptions antérieures au profit de l'inscription retenue.

À titre exceptionnel, en cas de problème technique notamment, les candidats pourront transmettre par voie postale leur formulaire d'inscription (si possible accompagné des pièces justificatives requises) au plus tard le jeudi 28 novembre 2024, dernier délai, cachet de la poste ou d'un autre prestataire sur l'enveloppe parvenue au Centre de gestion des Bouches-du-Rhône faisant foi (courrier simple) ou de dépôt auprès de la poste ou d'un autre prestataire (courrier recommandé, lettre suivie). Les formulaires d'inscription (si possible accompagnés des pièces justificatives requises) pourront aussi être déposés dans les locaux du CDG 13 dans les mêmes délais.

Les formulaires d'inscription (si possible accompagnés des pièces justificatives requises) envoyés à une adresse mal libellée ou déposés ou postés hors délais (cachet de la poste indiqué sur l'enveloppe faisant foi) ou insuffisamment affranchis seront systématiquement refusés.

Tout formulaire d'inscription adressé au CDG 13 qui ne serait que la photocopie d'un formulaire d'inscription d'un autre candidat sera considéré comme non conforme et refusé.

Les formulaires d'inscription adressés par télécopie ou par courriel ne seront pas pris en compte.

Les captures d'écran ou leur impression ne seront pas acceptées.

De même, tout incident dans la transmission du formulaire, quelle qu'en soit la cause (retard, perte, grève, adresse mal libellée...), engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus systématique d'admission à concourir.

- Les modifications ne sont possibles que jusqu'à :
  - la date limite de demande d'inscription soit le mercredi 20 novembre 2024, en réalisant une nouvelle demande d'inscription par Internet sur [www.concours-territorial.fr](http://www.concours-territorial.fr) ou [www.cdg13.com](http://www.cdg13.com) ;
  - la date limite de validation de l'inscription sur l'espace sécurisé soit le jeudi 28 novembre 2024, par mail à l'adresse suivante : [concours@cdg13.com](mailto:concours@cdg13.com) et en n'oubliant pas de préciser votre numéro de dossier (login), votre nom et votre prénom, ainsi que le concours concerné.

Les demandes de modification des coordonnées personnelles sont possibles à tout moment sur l'espace sécurisé du candidat ou par mail à l'adresse suivante : [concours@cdg13.com](mailto:concours@cdg13.com) en n'oubliant pas de préciser votre numéro de dossier (login), votre nom et votre prénom, ainsi que le concours concerné.

**ARTICLE 4 :** Toute personne en situation de handicap, souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation doit en faire la demande et doit produire un certificat médical délivré par un médecin agréé, qui ne doit pas être le médecin traitant (article 4 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié, susvisé).

Ce certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que les aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

La date limite de dépôt sur l'espace sécurisé du certificat médical, établi par le médecin agréé, est fixée :

- pour les candidats au concours externe, au plus tard le **jeudi 16 janvier 2025** – 23h59 dernier délai – heure métropolitaine ;
- pour les candidats au concours interne, au plus tard le **lundi 10 mars 2025** – 23h59 dernier délai – heure métropolitaine.

Un document type à faire remplir par le médecin agréé sera disponible sur demande auprès du service concours.

**ARTICLE 5 :** L'épreuve écrite d'admissibilité pour le concours externe se déroulera le **jeudi 6 février 2025** dans le département des Bouches-du-Rhône.

L'épreuve d'admissibilité pour le concours interne se déroulera à **partir du lundi 31 mars 2025** dans les locaux du Centre de gestion des Bouches-du-Rhône.

**ARTICLE 6 :** Le Centre de gestion des Bouches-du-Rhône se réserve la possibilité, au regard des contraintes matérielles d'organisation, de prévoir plusieurs centres d'examen pour accueillir le déroulement de l'épreuve écrite d'admissibilité pour le concours externe.

**ARTICLE 7 :** La liste des membres du jury sera établie par décision ultérieure.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera publié sur le site Internet du CDG 13. Il sera par ailleurs affiché dans les locaux de la délégation régionale du CNFPT et de France Travail.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de 2 mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 10 :** La Directrice du Centre de gestion des Bouches-du-Rhône est chargée de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à toutes les collectivités du département, aux Centres de gestion de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi qu'à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône.

**Georges CRISTIANI**

